



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

**État-major de la région de gendarmerie Auvergne - Rhône-Alpes
Gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)**

Marché à procédure adaptée n° 2024-000032

**Objet : Entretien ménager des communs, y compris la vitrerie des
portes de couloirs, des 23 bâtiments d'habitations de la zone
famille de la région de Gendarmerie de Rhône-Alpes à Sathonay-
Camp**

**Date et heure limite de remise des offres :
12 Février 2025 à 14h00**

Table des matières

Article 1 : Objet du marché.....	3
Article 2 : Lieux et délai d 'exécution :.....	3
2.1 : Lieux d'exécution :.....	3
2.2 : Délai d'exécution :.....	3
Article 3 : Définition des prestations :.....	3
3.1: Exécution des prestations :.....	3
3.2: Consistance des prestations :.....	3
3.2.1: Prestations courantes forfaitaires :.....	4
3.2.2: Prestations exceptionnelles sur demande.....	4
Article 4 : Matériels et produits.....	4
4.1 : Produits.....	4
4.2 : Matériels.....	5
4.3 : Clauses environnementales :.....	5
Article 5 : Organisation du travail.....	5
5.1 : Jours de travail.....	5
5.2 : Volume horaire et effectifs.....	5
Article 6 : Contrôle des prestations.....	5
6.1 : Contrôle initial du site.....	6
6.2 : Cahier de suivi et de contrôle.....	6
6.3 : Les contrôles contradictoires.....	6

ANNEXES

ANNEXE I : Typologie des bâtiments et définitions des zones relatif à l'entretien courant

ANNEXE II: Prestations courantes et exceptionnelles de nettoyage

ANNEXE III : Emplacement des 23 bâtiments d'habitations de la zone famille.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières est relatif à l'exécution de prestations de service d'entretien ménager des communs, y compris de la vitrerie des portes de couloirs, des 23 bâtiments d'habitation de la zone famille de la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes, caserne LEBRUN, au 36 boulevard de l'Ouest à Sathonay-Camp (69).

ARTICLE 2 : LIEUX ET DÉLAI D'EXÉCUTION

2.1 : Lieux d'exécution :

Caserne LEBRUN
36 Boulevard de l'Ouest
69580 Sathonay Camp

Les zones à prester ainsi que leurs surfaces sont décrites dans l'annexe I au présent CCTP « Typologie des bâtiments et définitions des zones relatif à l'entretien courant ».

2.2 : Délai d'exécution :

Le présent marché est passé pour une durée initiale de **02 (deux) ans**, renouvelable par reconduction tacite une fois sans que sa durée puisse excéder 03 (trois) ans à compter de la date de la notification du marché.

ARTICLE 3 : DÉFINITION DES PRESTATIONS :

3.1: Exécution des prestations :

Le marché est de type prestation de service avec obligation de résultat.

Il appartient au titulaire d'assurer l'ensemble des tâches nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté des lieux.

La qualité des prestations de nettoyage est appréciée par l'examen de quatre critères :

- **L'aspect** est la première impression visuelle de netteté et de propreté qu'offre un site et ses équipements, il est vérifié par le contrôle qualité ;

- **Le confort** est apprécié au travers des perceptions (olfactives, tactiles, etc) et l'impression générale de bien-être résultant des prestations de nettoyage ;

Le confort est constaté lorsque les prestations :

- suppriment les mauvaises odeurs dues aux souillures de différentes natures, par l'utilisation de produits appropriés ;
- sont effectuées à l'aide de produits dont les odeurs ne doivent pas apporter de gêne et qui respectent les exigences de qualité et de respect de l'environnement ;
- sont effectuées de telle sorte que les surfaces traitées ne soient pas désagréables au toucher et au contact ;
- sont conduites de manière à éviter tout bruit entraînant une perturbation de l'environnement ;

- **L'hygiène** repose sur l'assainissement périodique aussi bien des surfaces que de l'air ambiant sans toutefois provoquer de pollution nouvelle par l'utilisation de méthodes ou produits nocifs ;

- **La sécurité**, les techniques et les produits utilisés pour le nettoyage doivent être sélectionnés afin que les sols ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers et aucun danger pour la santé des personnels.

3.2: Consistance des prestations :

3.2.1: Prestations courantes forfaitaires :

Les prestations courantes forfaitaires, sont définies dans l'**annexe II** «Prestations courantes et exceptionnelles de nettoyage» du présent CCTP. Elles seront effectuées pendant les jours ouvrables du lundi au vendredi sur une plage horaire définie préalablement avec le responsable du site.

Seul le nettoyage de la zone 4 « conteneurs poubelles » sera effectué uniquement les ou les , en raison de la sortie des conteneurs poubelles.

Les fréquences des prestations sont décrites dans l'**annexe I** à l'Acte d'Engagement «Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire».

Le titulaire s'engage à adapter ses prestations suivant l'évolution de la situation sanitaire, il fournira le matériel et les produits nécessaires à la bonne exécution du marché.

3.2.2: Prestations exceptionnelles sur demande

Les prestations exceptionnelles sont définies dans l'**annexe II** «Prestations courantes et exceptionnelles de nettoyage» du présent CCTP. Il s'agit de prestations de nettoyage pour lesquelles il existe un besoin supplémentaire et qui ne seraient pas concernées par l'article 3.2 du présent CCTP. Elles s'exécutent par bons de commande et sont rémunérées selon le bordereau de prix unitaire.

ARTICLE 4 : MATÉRIELS ET PRODUITS

4.1 : Produits

Le titulaire s'engage sur une liste de produits éco-responsables mis à disposition des agents pour l'exécution des prestations décrites dans l'**annexe II** «prestations courantes et exceptionnelles de nettoyage» du présent CCTP. Cette liste est intégrée et mise à jour par le titulaire dans son dossier d'exploitation.

Le titulaire fournit, dans le dossier d'exploitation, les fiches de présentation permettant à l'administration de vérifier la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de santé et de sécurité (produits ne contenant pas des ingrédients classés comme cancérigènes, mutagènes ou tératogènes conformément à la directive 67/548/CEE et de teintures ou d'agents colorants non autorisés par les directives 76/768/CEE et 94/36/CEE). Les produits ne doivent pas entraîner de sensibilisation par inhalation ni par contact avec l'eau.

Le titulaire s'engage à utiliser des produits conformes aux exigences suivantes :

- Produits biocides répondant aux normes en vigueur disposant d'un Ecolabel européen ou équivalent pour les nettoyeurs multi-usages et les nettoyeurs pour sanitaires ;
- Produits disposant d'un Ecolabel européen ou équivalent pour les nettoyeurs multi-usages et les nettoyeurs pour sanitaires ;
- Produits à taux de biodégradabilité élevé ;
- Produits répondant aux normes **NF EN 14476**.

Le titulaire favorise l'utilisation des sacs-poubelle marqués par un écolabel du type «sacs-poubelle : sacs pour la collecte et la pré-collecte de déchets» marqués par l'écolabel français NF Environnement ainsi que des sacs en plastique biodégradable et des sacs utilisant le minimum de pigments tels que les sacs transparents.

En cas d'utilisation de chiffon micro-fibres, l'eco-label NF environnement sera favorisé.

Le responsable du site peut interdire tout produit non conforme aux engagements éco-responsables du titulaire. S'il apparaît nécessaire au titulaire de recourir à des méthodes, produits ou matériels autres que ceux stipulés, il devra obtenir préalablement l'accord formel du service bénéficiaire avant tout début d'exécution et produire les nouvelles fiches de présentation de site.

L'administration se réserve le droit de procéder ou de faire procéder, sur place ou en laboratoire, aux analyses techniques estimées par elle nécessaires au bon respect de ces consignes.

4.2 : Matériels

Le titulaire doit fournir dans le dossier d'exploitation du site, la liste définitive des matériels responsables utilisés pour l'exécution des prestations. Cette liste sera accompagnée d'une notice technique.

Les matériels doivent être en parfait état et conformes aux exigences de développement durable car économes en énergie et eau.

Le titulaire doit présenter les matériels et leurs utilisations au responsable de site, sur simple demande verbale, pour vérification de conformité avec les normes environnementales.

Aucun consommable de type papier toilette, essuie-main et savon n'est à fournir.

4.3 : Clauses environnementales :

La fourniture d'énergie électrique et d'eau froide nécessaire à l'exécution des prestations sera assurée gratuitement par le bénéficiaire.

Le titulaire doit en éviter toute usage superflu.

Il évitera toute obstruction ou dégradation des canalisations d'évacuation.

ARTICLE 5 : ORGANISATION DU TRAVAIL

5.1 : Jours de travail

Les prestations s'exécutent les jours ouvrés c'est-à-dire en jours effectivement travaillés par l'administration.

Les jours et plages horaires sont fixées en concertation entre le titulaire et le responsable du site.

5.2 : Volume horaire et effectifs

Pour atteindre son obligation de résultat, il appartient au titulaire de déterminer les volumes horaires et les effectifs nécessaires de telle sorte que l'entretien ménager des communs d'habitation de la zone famille de la caserne soit effectué selon les stipulations du présent CCTP.

Le titulaire devra remettre 10 jours avant la date de début des prestations la liste nominative des agents d'entretien avec les copies des cartes d'identité ou des titres de séjour à la Section Sécurité Appui de la caserne de gendarmerie de Sathonay-Camp. Cette liste indiquera pour chaque agent le temps de présence journalière et un badge d'accès sera alors configuré pour permettre l'accès aux zones. Ce badge devra être perçu et réintégré à chaque prestation au poste de sécurité en échange d'une pièce d'identité.

En cas de congé, d'arrêt maladie, d'absence ou de changement de personnel, le titulaire sera tenu d'en informer le responsable du site et de lui transmettre les copies des cartes d'identité ou des titres de

séjour des nouveaux personnels. Il devra impérativement prévoir toute mesure pour assurer la continuité des prestations courantes dès le premier jour d'absence.

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, des E.P.I. (Équipement de Protection Individuelle). Tous les agents devront porter en permanence un badge spécifique indiquant leur fonction. Le badge sera fourni par le titulaire.

Les agents devront faire preuve de discrétion et avoir un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des militaires, de leurs familles ainsi que de tout les agents de la gendarmerie. Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit.

ARTICLE 6 : CONTRÔLE DES PRESTATIONS

6.1 : Contrôle initial du site

Avant le début d'exécution, le titulaire procède avec le responsable du site à une revue de l'état des locaux à nettoyer afin d'en évaluer l'état de propreté avant le début d'exécution des prestations.

6.2 : Cahier de suivi et de contrôle

Avant le début d'exécution, le titulaire doit fournir au responsable du site un cahier de suivi et de contrôle laissant apparaître le calendrier des prestations. Ce cahier doit être émarginé à chaque passage des personnels en charge des prestations ainsi que d'éventuelles observations. Les indications inscrites font l'objet d'une revue par le responsable de site qui pourra ajouter ses observations avant d'apposer sa propre signature.

Ce cahier de suivi et de contrôle aura fonction de référence courante pour le suivi des prestations et servira lorsqu'il s'agira d'établir d'éventuelles réfections. Il sera déposé au niveau au poste de police de la caserne de gendarmerie LEBRUN à Sathonay-Camp.

6.3 : Les contrôles contradictoires

Les contrôles qualité sont effectués contradictoirement entre le responsable de site et le titulaire. Ces contrôles ayant pour objet de vérifier que le niveau de qualité est conforme à celui attendu, doivent avoir lieu obligatoirement après l'intervention du personnel.

- **les contrôles programmés** à raison d'une fois par semestre, date et heure du contrôle sont confirmées au titulaire par courriel au minimum 48 heures avant le contrôle. Le titulaire prend toute disposition pour être présent.
- **les contrôles à la demande**, indépendamment des contrôles programmés le service bénéficiaire peut être à l'initiative de la mise en place d'un contrôle contradictoire. Le service bénéficiaire en informe le titulaire dans un délai raisonnable d'au moins 4 jours calendaires minimum avant la date du contrôle.
- **les contrôles inopinés**, ont pour objet de réagir à une dégradation manifeste de la qualité des prestations ne correspondant pas à l'obligation de résultat. Le service bénéficiaire en informe le titulaire dans un délai de 2 jours calendaires minimum avant la date du contrôle. Le résultat du contrôle doit déclencher des actions correctrices immédiates. Le titulaire devra régulièrement tenir informé le responsable de site des actions mises en place et de leur réalisation afin de corriger les dysfonctionnements.

Ces contrôles doivent constituer l'occasion d'un dialogue à propos de la qualité de la prestation effectuée et de son amélioration. Tout contrôle qualité négatif devra obligatoirement faire l'objet de

propositions par le titulaire d'actions correctives et devra être suivi d'un nouveau contrôle portant sur les mêmes points de contrôle jusqu'au constat d'une situation conforme.

A l'issue de chaque contrôle un procès verbal sera établi.

Le général de corps d'armée
commandant la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est
représentant du pouvoir adjudicateur et par délégation
le général de brigade Thierry RENARD, commandant de caserne délégué



